

Résumé de l'étude conjointe MDICI-PNUD sur L'impact économique de Covid-19 en Tunisie

L'étude conjointe entre le Ministère du Développement, de l'investissement et de la Coopération Internationale (MDICI) et le PNUD publiée en juin dernier, présente « une estimation économétrique de l'impact de Covid-19 sur l'économie tunisienne et plus particulièrement sur les micro-entreprises en termes de fragilités financières ainsi que sur les ménages en termes d'aggravation de la pauvreté. Elle propose une série de recommandations sur le court terme pour adresser la phase critique de la crise et sur le long terme pour rendre l'économie tunisienne plus résiliente ».

I. Impact de Covid-19 sur l'économie tunisienne

Les principales conclusions se rapportant à l'impact de Covid-19 sur l'économie tunisienne s'articulent autour des cinq points suivants :

(1)- La croissance économique évaluée initialement dans le cadre de la loi des finances à + 2.7% deviendrait négative se situant aux alentours de - 4.4% sous le double effet de la baisse de l'offre en relation avec la quasi-paralysie de l'appareil de production tout au long de la période de confinement et de la chute des différentes composantes de la demande finale (investissement, consommation des ménages et exportations) comme le montre le tableau suivant :

Evolution en %	PIB	Investissement	consommation	exportation
Schéma pré-Covid	+2.7	+2.9	+1.9	+5.8
Schéma post-Covid	-4.4	-4.9	-8.0	-8.0

Les secteurs les plus impactés par la crise sanitaire auraient été ceux des industries non manufacturières, des textiles et de l'habillement, du tourisme ainsi que des transports.

Evolution en %	Ind.non.manufactur.	text. habillement	tourisme	transports
Prévision initiale	+ 7.0	+ 1.2	+7.6	+1.5
Prévision révisée	-29.4	- 14.5	-15.8	-14.1

(2)- Les recettes propres du budget de l'Etat subissent de plein fouet les contrecoups de la forte baisse de l'activité économique. Les recettes au titre des impôts indirects ne progresseraient que de 1.5% contre une prévision initiale de + 11.3% ; les recettes au titre des impôts directs baisseraient de 0.9% contre une prévision initiale de 7.7%. Cela entrainerait une moins-value de plus de 2700 millions de dinars¹ correspondant à plus de 2 .5% du PIB.

(3)- Les échanges extérieurs enregistreraient une forte contraction, plus accentuée au niveau des importations (-9.6%) par rapport à celle des exportations (- 8%), entrainant une baisse du déficit de la balance des biens et services de près de 1.5 milliard de dinars comparativement aux prévisions initiales (13.8 milliards de DT) au prix il est vrai d'une sévère récession.

(4)- Le chômage augmenterait fortement, en l'absence de mesures de relance significatives pour atteindre le taux record de 21.6% de la population active en augmentation de plus de 6 points et de 275 000 personnes environ par rapport à 2019. Cela porterait le total de la population active

¹ Calcul du Forum Ibn Khaldoun pour le développement

inoccupée à près de 900 mille rendant la situation sociale encore beaucoup plus difficile dans les régions et les tranches d'âge à fort taux de chômage

(5)- Le taux de pauvreté monétaire passerait à 19,2% contre 15,2% auparavant, faisant basculer les revenus d'environ 475 000 individus en dessous du seuil de la pauvreté monétaire alors que le taux de la pauvreté monétaire extrême augmenterait également suite au choc du COVID-19 à 3,9% (contre 2,8% auparavant).

II. Recommandations pour le court terme

Les mesures préconisées visent à réduire les grandes fragilités qui pèsent sur les micros et les très petites entreprises faisant partie du secteur informel, soit près de 471 mille unités contribuant à plus de 10% du PIB, ainsi que sur les personnes à faible revenu ou travaillant dans les secteurs fortement exposés au choc du Covid-19 à travers notamment :

(1)- L'allocation d'une enveloppe d'appui direct par l'Etat en faveur des micros et très petites entreprises de 447.5 MDT, soit environ 1% du budget de l'Etat, pour chaque trois mois de confinement, repartis de manière différenciée selon la taille de l'entreprise, le secteur d'activité et la région.

(2)- La transformation des institutions de micro-finance en un véritable levier de financement des petites structures de production et des populations vulnérables en leur donnant la possibilité de se refinancer auprès de la Banque Centrale au même titre que les institutions bancaires classiques et de pouvoir collecter des dépôts .

(3)- La mise en place de programmes d'encouragement à la mobilité pour une période de six mois renouvelable permettant aux travailleurs des secteurs fortement impactés par le choc du Covid-19 de se déplacer afin de travailler dans les secteurs les moins exposés.

(4)- Le soutien des étudiants boursiers, issus de familles à revenus faibles dont les ressources ont été affectées par la pandémie du COVID-19 en leur accordant un soutien additionnel sous forme d'une bonification de 50% du montant mensuel de la bourse d'études jusqu'au mois de décembre 2020 afin d'éviter qu'ils soient contraints d'interrompre leurs études universitaires,

III. Recommandations pour le long terme

Les mesures recommandées dans le rapport conjoint MDICI-PNUD touchent tous les aspects, infrastructurels, institutionnels, réglementaires et humains à travers notamment :

(1)- L'amélioration des infrastructures routières et le maillage des routes, afin de permettre une meilleure connexion des zones rurales aux centres urbains, de faciliter le développement des marchés et, partant, d'assurer un meilleur accès des populations aux opportunités économiques, aux emplois et aux services publics.

(2)- L'accélération de la mise en œuvre de la loi relative à l'économie sociale et solidaire compte tenu des importantes opportunités qu'elle offre en matière de création d'emplois et de richesses ainsi que de son important impact sur l'inclusion des populations vulnérables.

(3)- L'amélioration de la couverture des régions intérieures en internet fixe à haut débit afin de réduire la fracture numérique et les inégalités d'accès aux nouvelles technologies entre les

gouvernorats, les différentes franges de la société, ainsi qu'entre les micros, les très petites entreprises, les moyennes et grandes entreprises,

(4)- La généralisation de centres de formation aux technologies numériques dans l'ensemble des régions intérieures afin de permettre aux jeunes diplômés en particulier les femmes, plus exposées au chômage que les hommes, d'être formés aux techniques leur permettant de créer des solutions numériques génératrices de revenus stables.

(5)- L'intégration du secteur informel dans le tissu économique organisé afin de permettre à la population concernée de bénéficier de la couverture sanitaire et sociale et de l'accès aux crédits bancaires en s'inspirant notamment des expériences internationales de pays de l'Amérique Latine ou de l'Europe de l'Est.

(6)- Le renforcement de la résilience financière aux chocs à travers l'élargissement de l'assise fiscale, la rationalisation des dépenses publiques, la dématérialisation des moyens de paiement permettant d'intégrer la monnaie circulant actuellement hors du circuit financier ainsi que le renforcement de l'accès au financement des populations vulnérables.

Conclusion

La crise sanitaire, que vit la Tunisie à l'instar de tous les pays de la planète, a de redoutables répercussions sur la situation économique et sociale à la lumière de la grave récession qui se profile, des fortes pressions qui ressortent au niveau des finances publiques de l'Etat et surtout de l'exacerbation du chômage et de la pauvreté.

Au-delà des mesures hautement prioritaires qui s'imposent pour éviter les graves dérapages sociaux et financiers, il est important de renforcer la résilience face aux chocs en réduisant de façon structurelle les nombreuses fragilités qui existent et en optimisant les nombreuses opportunités de création d'emplois et de richesses qui existent dans les différentes régions du pays.

Des plans d'actions s'insérant dans le cadre d'approches globales, impliquant les différentes forces vives du pays en tête desquelles le secteur privé et les partenaires sociaux, sont nécessaires afin de retrouver les sentiers d'une croissance forte, sur des bases inclusives et durables.

Finalement, le rapport conjoint MDICI-PNUD est un document intéressant à découvrir, comportant des analyses relativement bien argumentées et de nombreuses propositions pertinentes qui méritent d'être connues et approfondies surtout que l'impact économique du Covid risque d'être même plus élevé comme le dégage certaines évaluations y compris celles du gouvernement.

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement le 15 juillet 2020

Document de référence : [Etude MDICI-PNUD sur l'Impact économique du Covid-19 en Tunisie à télécharger](#)